

INTERSYNDICALE DE L'ÉDUCATION

Les raisons du gel de la grève

**Dénouement dans le bras de fer qui opposait la Coordination des syndicats de l'éducation et la tutelle. La grève qui devait débiter hier a finalement été gelée. Les sept syndicats ont arraché des promesses pour la concrétisation de plusieurs de leurs revendications. Le Cnapeste, quant à lui, maintient son mouvement de protestation. Ses négociations avec le ministère de l'Education ont buté sur la question de la promotion automatique.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La décision a été prise tard dans la soirée de dimanche. La Coordination des syndicats du secteur a opté pour le gel du mouvement de protestation qui devait durer trois jours chaque semaine. Une décision prise à l'issue de la signature d'un procès-verbal entre les différents syndicats et le ministère de l'Education.

Autre acquis arraché : les formations syndicales ont réussi à faire adhérer le ministère de l'Education à leur vision de ce que devra être la charte de l'éthique à laquelle tenait beaucoup la tutelle. Meziane Meriane expliquait hier que finalement la charte de stabilité n'est plus présentée

comme un document sur lequel les syndicats devront se contenter d'apposer leur signature. Le porte-parole du Snapest, explique que désormais ce texte sera élaboré de manière conjointe entre les deux parties. Les syndicats ont convaincu leurs interlocuteurs d'y apporter des précisions selon lesquelles cette charte devra définir une méthodologie devant permettre de régler les problèmes que rencontre le secteur.

Le porte-parole du Snapest et membre de la coordination estime que cela constitue une avancée. C'est également le cas des points inclus dans le procès-verbal. Il y est écrit noir sur blanc que le ministère

de l'Education s'engage à rouvrir le statut particulier et qu'il donnait son aval pour le paiement des retombées financières des promotions avec effet rétroactif depuis 2003.

Les syndicats y sont informés que le dossier des PLTT était en cours de règlement et que la question des primes alternatives pour les intendants ainsi que celle des heures supplémentaires et celles dédiées au soutien font l'objet d'étude au niveau du gouvernement.

Aux syndicats qui revendiquent la promotion automatique, la tutelle a répondu que cette revendication ne pouvait pour le moment être satisfaite en raison de l'existence d'un article dans l'actuel statut de l'éducation empêchant cette promotion automatique. Meziane Meriane explique, néanmoins, qu'une solution provisoire avait été trouvée. Elle consiste à laisser ouverts les postes d'enseignants principaux et enseignants formateurs après les départs à la retraite. Cela, dit-il, augmentera le nombre



Photo : Samir Sid

Meriane satisfait des importants acquis obtenus.

de postes à pourvoir et permettra aux enseignants remplissant les conditions de les occuper.

Les explications de la tutelle n'ont cependant pas convaincu les représentants du Cnapeste. Les négociations avec ce dernier syndicat ont d'ailleurs buté sur cette question. Le

Cnapeste a d'ailleurs maintenu son mouvement de grève entamé le 16 février dernier.

Le syndicat avait appelé ses troupes à organiser des assemblées générales en prévision de la tenue, demain, d'un conseil national.

N. I.

DEUXIÈME JOUR DE GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE LA SGSIA

Paralysie et statu quo à l'aéroport international d'Alger

**C'est le statu quo au niveau de l'aéroport international d'Alger, où les travailleurs de la Société de gestion des services et des infrastructures aéroportuaires (SGSIA) poursuivent pour la seconde journée consécutive leur mouvement de grève. Conséquence : des vols perturbés et des voyageurs très inquiets.**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La situation se complique de plus en plus au niveau de l'aéroport international Houari-Boumediène. Les travailleurs protestataires décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications campent sur leur position et maintiennent leur mouvement de grève entamé la veille.

En effet, les employés de la SGSIA, une société née d'un partenariat entre la société

française ADP (aéroport de Paris) et l'EGSA refusent de céder d'un iota de leurs revendications, réclamant en premier lieu «le départ du P-dg de l'entreprise, M. Tahar Allache». A ce dernier, ils reprochent «le comportement inadmissible» et des «dépassements» exercés à leur rencontre. Hier, une autre revendication a fait son apparition. Ils revendiquent le «retour de 12 travailleurs licenciés abusivement et la levée des sanctions à l'encontre de 33 autres travailleurs».

Conséquences de ce débrayage : les tapis roulants de transport des bagages à l'arrêt et le non-fonctionnement de certains écrans d'affichage au niveau du hall de départ des vols internationaux.

Hier, pour la seconde journée consécutive, une inspection dépêchée du département des transports n'a pu désamorcer la crise. Des discussions engagées avec le collectif des travailleurs grévistes n'ont point changé la situation et la «détermination» des contestataires.

Pour rappel, dans le communiqué rendu public dimanche, les protestataires ont indiqué que le choix de cette journée de «colère» a été décidée pour «protester contre le comportement inadmissible du P-dg de la SGSIA, M. Allache Tahar», à qui on reproche ses «dépassements et ses écarts de langage indignes».

«Le personnel a été soumis à des pressions démesurées de la part du P-dg, ce qui a entraîné le départ de plusieurs cadres de valeur où la dépression des autres qui sont devenus des chiffons». La «colère» des travailleurs de la SGSIA à l'égard de leur employeur ne se limite pas au seul comportement du P-dg. D'autres griefs sont reprochés au premier responsable de l'entreprise, dont «la mauvaise gestion de la société». «La gestion de certaines affaires ne se font pas conformément à la loi, alors que des transactions sont passées de gré à gré et que les résultats sont dictés par le P-dg, ce qui ouvre la porte à tous les dépassements et manipulations», lit-on dans le document. Les tra-

vailleurs protestataires ont également dénoncé la «gestion catastrophique par le syndicat de la société et le comité de participation», portant ainsi «un très grave préjudice aux intérêts des employés».

Face à cette situation, les protestataires revendiquent «le limogeage du P-dg de la SGSIA et le remplacer par une autre personne qui aime l'Algérie et les Algériens, soumettre la période de gestion de l'actuel P-dg à un audit qui doit être assuré par une commission du ministère de tutelle, soit par l'IGF en incluant la gestion catastrophique des aéroports de Paris (ADP), mettre en place une commission dépêchée par la Centrale syndicale pour enquêter sur la gestion, syndicale au niveau de la SGSIA, auditer la gestion du comité de participation, et ce, depuis son installation et l'organisation d'une assemblée générale du personnel de l'entreprise pour aller vers une nouvelle élection syndicale représentative des travailleurs».

A. B.

LA «FORMULE» EST D'UN SÉNATEUR

«La bureaucratie au service de la protection de la production nationale»

**Des propos hors «normes», on n'en a rarement entendu au niveau de la chambre haute du parlement.**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et fait stimulant l'intérêt, ces remontrances, ces réserves ou ces critiques émanant de parlementaires du duo du pouvoir. «Il faut en finir avec la politique des moyens et adopter celle des résultats», tonnera Salah Darradji, pour qui l'on pouvait bien faire mieux avec les moyens financiers colossaux mobilisés, des moyens qui partent «à gauche et à droite», ironisera-t-il.

Le sénateur FLN de Béjaïa qui intervenait, hier lundi, lors des débats autour du projet de loi portant règlement budgétaire (LRB) pour l'exercice 2012, regrettera le recours presque systématique à l'expertise étrangère avec l'augmentation exponentielle de 11 milliards de dinars en six ans des dépenses au chapitre des services. Un pactole qui aurait été mieux fructifié s'il était «investi dans la formation de la ressource humaine», estimera-t-il. Et de dénoncer le double langage concernant l'encouragement de la production nationale au moment où le pays est, dira-t-il, «colonisé par les filiales des banques étrangères et que les entraves, que le bon sens n'admet pas, sont légion et que l'IBS est uniformisé aussi bien pour le producteur que l'importateur». Darradji invitera à «tirer le frein et à ne pas donner l'argent aux malhonnêtes».

Plaidant pour des incitations fiscales et des barrières douanières, le sénateur plaidera pour une «bureaucratie qui puisse protéger la production nationale», qualifiant de «crime» l'importation jusqu'aux carcasses d'abats que l'on donne, d'ailleurs, aux «animaux».

Son collègue de Bouira, Abdelkader Kaci, n'a pas non plus sa langue dans la poche. Il s'interrogera sur les millions de dollars octroyés au mythique club madrilène par l'opérateur historique de téléphonie mobile et l'opération de sponsoring d'un autre opérateur téléphonique avec le même Real Madrid. «Personne n'a rien dit, personne ne s'est demandé dans quel but», regrettera-t-il, non sans préconiser de faciliter les procédures administratives au sujet des déclarations fiscales, lui pour qui l'évasion fiscale qui devait être «l'exception» est devenue fort malheureusement la «règle».

M. K.

SELON LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS :

«Le dossier Cojaal n'est pas clos»

**Le litige qui oppose l'Etat algérien à l'entreprise japonaise Cojaal est loin d'être clos. «La médiation» du nouvel ambassadeur nippon en Algérie pourrait contribuer au dénouement de l'affaire, et ce, afin d'éviter tout arbitrage international. Pour le ministre des Travaux publics, il vaut mieux «un mauvais arrangement qu'un bon procès».**

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Le litige entre Cojaal et l'Etat algérien relatif à la réalisation des travaux du tunnel de Djebel El Ouahch à Constantine, un projet qui traîne en longueur depuis deux ans, pourrait être réglé à l'amiable à la faveur de l'initiative du nouvel ambassadeur du Japon en Algérie.

Le ministre en charge du secteur qui préfère «un mauvais arrangement qu'un bon procès», espère un bon dénouement de cette affaire, et ce, depuis l'implication du nouvel ambassadeur du Japon en Algérie. Ce dernier, aux dires de Abdelkader Kadi, qui s'exprimait hier au forum d'E/

Moudjahid, a également demandé un temps supplémentaire qui lui permettrait de tirer les choses au clair avec la maison-mère du groupe japonais. «J'ai reçu, à sa demande, le nouvel ambassadeur du Japon en Algérie qui nous a demandé un temps supplémentaire pour voir clair dans ce dossier. Je vous donnerai la réponse dans quelques jours», a-t-il expliqué.

Il est utile d'indiquer, dans ce sens, que si la filiale algérienne Cojaal du groupe japonais a déjà porté ce litige devant une instance arbitrale internationale, l'Algérie reste prête à aller vers un tribunal international, même si une solution «à l'amiable» est toujours privilégiée.

L'autre sujet abordé par le ministre est celui du coût du péage de l'autoroute. Là, M. Kadi a coupé court aux chiffres avancés ça et là. Pour le confrencier, la définition de ce coût n'est pas encore à l'ordre du jour. «A l'heure actuelle, il est impossible de fixer un quelconque coût, soit avant l'établissement de l'étude nécessaire à cet effet», explique le ministre.

S'agissant, en outre, des glissements de terrain qui touchent plusieurs régions du pays et induisent dans certains cas des pertes humaines et matérielles, le ministre a

assuré qu'une étude nationale est lancée afin de recenser les terrains à risque et prendre les dispositions nécessaires. «Des dispositions avaient été prises pour identifier toutes les zones à risques, notamment celles à proximité des routes, et une étude avait été lancée avec la Société algérienne d'étude de l'infrastructure (Saeti) pour définir et recenser tous les terrains de glissement et les terrains à risques au niveau national», a fait savoir le ministre. Et d'ajouter que son département ministériel avait sollicité des experts algériens et étrangers pour faire le point sur l'état du site montagneux d'Aokas et son activité ainsi que les causes à l'origine du dernier éboulement.

Concernant les travaux supplémentaires effectués dans certains tronçons qui connaissent des dégradations, la même source soutient que les travaux de réfection sont à la charge des entreprises «personne ne peut nous avoir techniquement», selon le ministre. «Il y a des vices dans toutes les réalisations et on les détecte. Ils sont détectés lors de la réception provisoire et la totalité des charges revient aux entreprises engagées», tient-il à expliquer.

S. B.